

FAIRE MIEUX, ENSEMBLE



ANNE-MARIE PAQUETTE

Rédactrice en chef

Vous avez peut-être vu passer récemment les résultats d'enquêtes régionale¹ et nationale² sur la condition des jeunes adultes dans le contexte de la pandémie.

Les données qui s'y trouvent sont saisissantes.

Elles mettent en lumière les défis multiples et complexes qui affligent les jeunes aux études supérieures – nos étudiants au collégial. Ces données dressent un portrait sombre des difficultés avec lesquelles ils doivent apprendre à composer, notamment un état de santé psychologique fragilisé³, une précarité financière augmentée, un sentiment d'isolement exacerbé par les mesures de confinement et un niveau de motivation scolaire en importante baisse.

Si le mode d'enseignement à distance semble contribuer au degré d'insatisfaction des jeunes aux études supérieures (44 % de la population étudiante sondée dans le cadre de l'enquête de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEQ) affirme ne pas « du tout aimer » l'enseignement à distance), il ne faudrait pas perdre de vue que c'est tout un environnement social, tout un milieu de vie de jeunes adultes (et de moins jeunes aussi!), qui se trouve à prendre forme derrière un écran actuellement. Ceci explique peut-être cela. Ne sachant pas avec certitude pour combien de temps encore l'enseignement, la socialisation, le divertissement, la vie culturelle même, se dérouleront en ligne, il serait bon de se pencher plus attentivement sur notre vie numérique et de réfléchir à comment se « déconfiner » de l'écran, en enseignement supérieur du moins.

Les données de ces études sont donc importantes pour la suite.

Il y a dans ces rapports de précieuses informations, qu'il faut prendre le temps – cette denrée rare dans le milieu de l'enseignement ces derniers mois – d'absorber, d'analyser, d'interpréter et de remettre en question, comme pédagogues, certes, mais aussi comme citoyens, comme administrateurs du milieu de l'éducation et, surtout, comme décideurs publics.

On peut certainement s'appuyer sur ces résultats pour orienter des décisions politiques, des virages institutionnels, des interventions professionnelles, des approches pédagogiques et des choix de société. Les réflexions et les efforts doivent être collectifs et les étudiants doivent faire partie de la recherche de solutions.

Au risque de se répéter, on ne peut négliger les facteurs qui affectent négativement – et dans une large proportion – la motivation scolaire chez les jeunes aux études supérieures depuis le début de la pandémie, à savoir les distractions et obstacles à la concentration à la maison (65 % des répondants), le manque de contacts humains (63 %) et le manque de buts concrets (45 %)⁴.

À l'heure actuelle, le ministère de la Santé et des Services sociaux demande encore aux établissements d'enseignement supérieur de privilégier la formation à distance en raison de l'instabilité des groupes-classes. Or, les données démontrent qu'il est indispensable pour les jeunes adultes d'avoir des contacts sociaux, en personne, dans le cadre de leur parcours scolaire. Bien sûr, les pédagogues peuvent encore faire preuve d'initiative et de créativité pour favoriser l'engagement des apprenants en classe et soutenir des rapports humains à distance avec et entre les étudiants. Il faudra néanmoins, plus tôt que tard, repenser plus en profondeur le cadre de l'enseignement supérieur avec et pour les étudiants. Qu'aurions-nous à perdre d'ailleurs à inviter ces jeunes adultes à réfléchir et à prendre part à des choix politiques et éducatifs durables pour faire mieux encore ? ◀

Anne-Marie Paquette, rédactrice en chef
Pédagogie collégiale
revue@aqpc.qc.ca

¹ *Les impacts collatéraux de la pandémie chez les jeunes*, rapport publié par la Direction régionale de santé publique de Montréal le 21 septembre 2020.

² *Derrière ton écran*, rapport préliminaire de l'enquête nationale sur la condition étudiante au collégial publié par la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) le 23 novembre 2020.

³ Selon une série de sondages Web réalisés par la firme Léger au printemps 2020 avec le financement du ministère de la Santé et des Services sociaux, la proportion des 18 à 24 ans qui rapporte un niveau problématique de détresse psychologique est de 30 %, soit 2,5 fois plus élevée que dans l'ensemble de la population générale.

⁴ Selon un sondage mené par l'organisme Academos auprès de 950 jeunes étudiants âgés de 14 à 30 ans au printemps 2020 dans l'ensemble de la province de Québec.